

LA FEMME ET LE TRAVAIL INFORMEL EN ALGERIE

Dr. MERAD-BOUDIA Mohamed Djamil

Maitre de Conférences

Université de Tlemcen

Dr. SENOUCI Kouider

Maitre de Conférences

Université de Tlemcen

Résumé

L'activité économique informelle est souvent considérée comme une activité majoritairement masculine. Avec le développement économique et social, la femme algérienne ne cesse de conquérir d'autres activités sans distinction aucune. Ces pratiques marchandes exercées en marge de la légalité ont induit de profondes transformations dans le mode de vie de celles, de plus en plus nombreuses, qui s'y adonnent.

Les profits substantiels engrangés par les plus dynamiques d'entre elles leur ont permis de prendre possession de certains espaces publics autrefois réservés exclusivement aux hommes avec, à la clé, une notable promotion sociale et une relative émancipation vis-à-vis des archaïsmes patriarcaux.

A partir des considérations suscitées, notre question centrale est la suivante :

Quelle est le poids de l'activité féminine dans l'économie informelle en Algérie ?

Mots clés : Entrepreneuriat – Economie Informelle – Société – femme – Situation sociale.

Abstract

Informal economic activity is often seen as predominantly male. With economic and social development, Algerian women are constantly conquering other activities without distinction. These market practices exerted on the margins of legality have led to profound changes in the way of life of the more and more numerous people who engage in them.

The substantial profits made by the most dynamic of them allowed them to take possession of certain public spaces formerly reserved exclusively for men, with a significant social promotion and relative emancipation from the patriarchal archaisms.

On the basis of the above considerations, our central question is:

What is the weight of women's activity in the informal economy in Algeria?

Key Words: Entrepreneurship - Informal economy - Society - Woman - Social situation.

Introduction

Si les activités économiques informelles étaient jusqu'au début des années 1990 l'apanage quasi exclusif de la gent masculine, depuis une vingtaine d'années on observe que les femmes sont de plus en plus nombreuses à s'adonner au commerce informel qui irrigue l'économie algérienne.

Ces pratiques marchandes exercées en marge de la légalité ont induit de profondes transformations dans le mode de vie de celles, de plus en plus nombreuses, qui s'y adonnent. Les profits substantiels engrangés par les plus dynamiques d'entre elles leur ont permis de prendre possession de certains espaces publics autrefois réservés exclusivement aux hommes avec, à la clé, une notable promotion sociale et une relative émancipation vis-à-vis des archaïsmes patriarcaux.

Des milliers d'algériennes trouveront ainsi la voie de l'émancipation dans les pratiques lucratives du business informel qui leur permettent de relever le niveau de vie de leur famille, de s'affranchir des archaïsmes patriarcaux et, dans certains cas, de se constituer des patrimoines consistants.

Le commerce informel pratiqué par les femmes contribue d'une part à amplifier la pratique du commerce informel et, d'autre part, à pousser les femmes à aider financièrement leur mari, si ce n'est à se substituer à lui en matière de revenus, que leur époux au chômage ne pouvait plus assurer. L'argent gagné à la faveur des pratiques commerciales informelles sert, en effet, avant tout à faire vivre la famille, à assurer le quotidien ou à maintenir un niveau perdu avec la crise politique et économique qui avait touché de plein fouet, notamment, les classes moyennes subitement reléguées dans la précarité.

La dynamique de conquête de l'espace public (ouverture de boutiques, création d'ateliers de confection et autres) témoigne d'une entrée de plus en plus massive des algériennes dans des activités commerciales, voire même industrielles. La mixité dans les espaces commerciaux urbains a, de ce fait, pris beaucoup d'ampleur au cours de ces dix dernières années.

L'association des Femmes Entrepreneuses (SEVE)¹ a recensé pas moins de 1200 sociétés (EURL et SARL) détenues par des algériennes, mais les services du registre du commerce en avaient comptabilisé pas moins de 4451 à la fin de l'année 2010. S'agissant de celles qui continuent à activer, pour une raison ou une autre, dans l'informel, le chiffre pourrait allègrement dépasser une vingtaine de milliers, si évidemment on y intègre les activités artisanales à domicile. Cette offensive économique et commerciale des femmes a

¹ - Association des Femmes Chefs d'Entreprise au Maroc, 2010, guide d'appui au développement de l'entrepreneuriat féminin au Maghreb, étude N°23, p.69.

toutes les chances de gagner à terme les espaces ruraux desquels elles étaient exclues pour des raisons essentiellement culturelles.

Les espaces de vente auraient également connu un élargissement significatif, marqué par un glissement du privé (domicile) vers le public (ouverture de boutiques et de sociétés commerciales légalement constituées ou, comme c'est plus souvent le cas, informelles). L'entrepreneuriat privé algérien est, de ce fait, de plus en plus mixte.

Dans le sillage des pionnières des premières années d'ouverture économique, qui ont apporté la preuve que les femmes pouvaient émerger socialement et financièrement au moyen du commerce informel, les algériennes n'hésitent plus à investir ce créneau, notamment quand les conditions d'insertion sociale leur sont refusées (chômage, revenus salariaux insuffisants, mal logées, etc.). Convaincues que la réussite est au bout de l'effort, elles ne se contentent plus de revendre des marchandises achetées en Algérie, prenant le risque d'aller chercher elles-mêmes les produits sur les marchés étrangers offrant le meilleur rapport qualité-prix².

Mais l'implication croissante des femmes dans les activités marchandes implique de leur part de plus en plus de disponibilité et de mobilité dans l'espace urbain.

Pour faire prospérer leurs affaires, elles doivent souvent entretenir et cultiver des réseaux de connaissances qui dépassent le cadre géographique dans lequel elles furent longtemps cantonnées.

En effet, si la circulation commerciale est à l'évidence plus aisée pour les femmes célibataires qui peuvent justifier leurs activités «peu féminines» au regard d'un entourage conservateur, par la nécessité de subvenir aux besoins de leur famille, elle l'est beaucoup moins pour les femmes mariées qui doivent faire face aux suspicions et aux diktats de leur époux. Nombreuses sont ces actrices du commerce informel qui, une fois mariées, ont dû se résoudre à arrêter leurs activités pour préserver leur mariage et le statut social qu'il leur confère. Ce sont autant de femmes qui ratent ainsi la chance de lancer un jour leur propre affaire, comme elles l'avaient souhaité lorsqu'elles s'étaient lancées dans le commerce informel.

1. Définition du secteur et de l'emploi informel

La première définition du secteur informel élaborée par le BIT, remonte à 1972 ; elle est formulée sur la base des résultats d'une enquête réalisée au Kenya en partant des critères déjà identifiés. Une activité est intégrée dans l'informel si elle réunit au moins sept critères : facilité d'entrée au marché ; utilisation des ressources locales ; propriété

² - Bellache Y., 2010, L'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages-le cas de Bejaia, Thèse en cotutelle en sciences économiques, Université Paris Est Créteil et Université de Bejaia, p.45.

familiale de l'entreprise ; petite échelle des activités ; technologie à haute intensité de travail ; formation acquise en dehors du système scolaire ; marchés à concurrence non réglementée.³

Le rapport du BIT de 1991 précise les caractéristiques du secteur informel comme suit : « Il est appelé secteur informel, les très petites unités de production et de distribution de biens et services, implantées dans les zones urbaines ; ces unités appartiennent essentiellement à des travailleurs indépendants qui emploient parfois une main d'œuvre familiale, voire quelques salariés ou apprentis. Elles ne disposent, au mieux, que de capitaux rudimentaires et d'une main d'œuvre peu qualifiée, si bien que leur productivité est faible ; elles ne procurent généralement à ceux qui en vivent que des revenus minimes et très irréguliers et un emploi des plus instables. »

La 15ème conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) a retenu une définition du secteur informel, caractérisé comme « l'ensemble des petites activités indépendantes, avec ou sans travailleurs rémunérés, exercées typiquement avec un faible niveau d'organisation et de technologie, ayant pour objectif principal de créer des emplois et des revenus à ceux qui y participent ; dans la mesure où ces activités sont menées sans approbation officielle des autorités et échappent aux mécanismes administratifs chargés de faire respecter la législation sur les impôts et le salaire minimum et d'autres instruments similaires concernant les questions fiscales et les conditions de travail, elles sont dissimulées »⁴.

Dans le cadre de la conférence internationale du travail de 2002, les statisticiens du travail ont convenu de l'utilité de compléter les statistiques sur l'emploi dans le secteur informel par des statistiques sur l'emploi informel. La 17ème CIST en 2003, décrit l'emploi informel comme suit : "les travailleurs à leur compte qui possèdent leurs propres entreprises du secteur informel ; les employeurs qui possèdent leurs propres entreprises du secteur informel ; les travailleurs familiaux non rémunérés, qu'ils travaillent dans des entreprises du secteur formel ou du secteur informel ; les membres de coopératives de producteurs informelles ; les salariés qui occupent un emploi informel, qu'ils soient employés par des entreprises du secteur formel, par des entreprises du secteur informel ou par des ménages comme travailleurs domestiques rémunérés ; les personnes qui travaillent d'une manière indépendante à la production de biens destinés à l'usage final exclusif de leur ménage"⁵.

2. L'emploi informel dans les Pays en voie de Développement

³ - BIT, 2008a, Femmes, égalité entre les sexes et économie informelle : évaluations des recherches menées par l'OIT et proposition concernant la marche à suivre, Bureau International du Travail. Genève.

⁴ - BIT, 2008a, Op.cit. p.15.

⁵ - BIT, 2008a, Op.cit. p.17.

L'intérêt porté au secteur informel date des années 1970, à l'initiative de Hart dans son étude sur le Ghana⁶. Depuis, plusieurs définitions ont évolué. La définition internationale donnée en 1993 par le BIT à l'occasion de la 15ème conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) montre l'incapacité de cette notion ainsi définie, à transcrire l'augmentation spectaculaire du nombre d'emplois non protégés au sein du secteur informel. Dès lors la 17ème conférence internationale des statisticiens du travail (2003), a permis d'établir une définition plus large que celle du secteur informel et qui est celle de l'emploi informel.

3. L'emploi informel des femmes dans les pays en développement

Des centaines de millions de femmes travaillent à travers le monde, mais elles occupent souvent des emplois informels, de faible qualité, moins rémunérés et plus précaires que ceux des hommes. Les femmes opèrent principalement dans les secteurs invisibles du travail informel, tels que le travail domestique, le travail à domicile rémunéré à la tâche, ou l'assistance dans les petites entreprises familiales, autant d'emplois précaires caractérisés par une rémunération faible, irrégulière ou inexistante, un accès limité ou inexistant à la sécurité sociale⁷.

Tous les travaux sexospécifiques des niveaux d'emploi, se concentrent sur la faible participation des femmes à la population active et les politiques susceptibles de la renforcer en particulier dans les pays en développement, mais en réalité la situation a changé du fait qu'un nombre plus important de femmes a rejoint le marché du travail et elles se sont mises à occuper même des emplois jusqu'alors réservés aux hommes. Le taux de participation des femmes à la population active dans les pays en développement est resté stable : (53%) entre 1997 et 2007⁸. Dans ces études, la qualité de l'emploi qui est une dimension importante du marché a souvent été négligée d'où la nécessité de la prendre en compte notamment lorsqu'il s'agit d'aborder l'emploi des femmes dans les pays en développement.

Par ailleurs une proportion importante de femmes entrepreneurs dirige des micros et petites entreprises au sein de l'économie informelle. Dans le monde en développement, la main d'œuvre féminine représente près de 60% des employés des secteurs non agricoles dans l'économie informelle, dont près de 90% des marchands ambulants et jusqu'à 80% des travailleuses à domicile. Par conséquent elles restent souvent à l'écart des mécanismes juridiques et réglementaires visant à offrir des normes de base en matière de santé et de sécurité, ainsi que de droits des travailleurs⁹.

⁶ - BIT, 2008a, Op.cit. p.18.

⁷ - BIT, 2008a, Op.cit. p.20.

⁸ - BIT, 2008b, Op.cit. p.7.

⁹ - BIT, 2008a, Op.cit. p.23.

Dans les pays du Maghreb l'écart, entre les femmes travaillant de manière informelle (43,3%) et les hommes (49,3%) n'est pas très significatif¹⁰.

Selon une étude sur le travail formel et informel dans cinq pays d'Amérique centrale, l'écart de revenu entre les secteurs formel et informel, est beaucoup plus important pour les femmes que pour les hommes, l'écart de revenu entre hommes et femmes est plus élevé dans l'emploi informel (environ 25%) que dans l'emploi formel où il avoisine les 10%. Cet écart est également observé en Afrique du sud, au Bangladesh et en Tanzanie¹¹.

4. L'activité féminine en Algérie : état des lieux

Conséquence des programmes d'ajustement structurel, de l'urbanisation, de la dégradation des revenus des ménages et de l'impuissance du secteur formel à absorber le surplus de la main d'œuvre, les activités informelles permettent aux rejetés du secteur moderne de se procurer un travail et un revenu. De nombreuses études soulignent que l'emploi des femmes dans le secteur informel est plus élevé que dans le secteur formel y compris dans les pays où ce dernier est relativement important (United Nations, 1999).

En Algérie, les femmes représentent 41% des emplois occupés dans le secteur informel durant la période 1994-2000¹². De même pour les données de l'ONS de l'année 2004, l'emploi informel des femmes est de 40%, plus de 9 femmes sur 10, se concentrent dans les services qui emploient la moitié de cette catégorie de femmes (51,79%) et l'industrie (artisanale) (40,63%). (11,07%) de femmes partiellement occupées ou travailleuses à domicile, sont contraintes pour des raisons économiques à effectuer des travaux à but lucratif pour accroître le revenu de leur ménage. (23,45%) de femmes déclarées initialement au foyer, exercent des travaux d'appoint et (1,13%) de femmes qui se sont déclarées spontanément au chômage exercent, elles aussi, des activités d'appoint. Ces résultats indiquent qu'il s'agit en général de catégories de population qui exercent des activités marginales ou peu rémunératrices.¹³

Plusieurs facteurs expliquent le choix du secteur informel par les femmes en Algérie : outre des facteurs sociodémographiques, culturels, religieux, le chômage qui frappe particulièrement les femmes semble être la principale cause du développement de l'emploi informel féminin.

¹⁰ - Charmes J., 2009, Concepts, mesures et tendances, in Jutting J.P. et Laiglesia J.R. (eds.), L'emploi informel dans les pays en développement. Une normalité indépassable, Centre de développement de l'OCDE, pp. 35.

¹¹ - Charmes J., 2009, Op. cit., p.41

¹² - Bellache Y., 2010, Op.cit. p.13.

¹³ - Bellache Y., 2010, Op.cit. p.15.

Le tableau 1 ci-dessous montre que le taux de chômage, sensiblement équivalent en 2004 pour les femmes et les hommes, est plus de deux fois plus élevé pour les femmes que pour les hommes en 2010.

Tableau n°1 : évolution du taux de chômage en % selon le sexe.

Année	Masculin	Féminin
1997	26,8	23,9
2000	29,2	26,4
2001	26,6	31,4
2002	/	/
2003	23,4	25,4
2004	17,5	18,1
2005	14,9	17,5
2006	11,8	14,4
2007	12,9	18,3
2008	10,1	17,4
2009	8,6	18,1
2010	8,1	19,1

Source : ONS

L'arrivée massive des femmes sur le marché du travail durant ces dernières années a accentué le taux de croissance de la population active. Il en ressort un des paradoxes de la situation des femmes sur le marché de l'emploi : la montée de leur activité ne s'accompagne pas d'une baisse des inégalités entre hommes et femmes en termes de statut et face au chômage¹⁴. La population féminine n'a pas bénéficié d'une façon égalitaire de la baisse du taux de chômage.

Par ailleurs, il faut admettre que la situation des femmes est beaucoup plus problématique, notamment pour celles qui rencontrent de grandes difficultés à s'insérer dans le marché de l'emploi.

Le tissu entrepreneurial en Algérie est constitué selon les enquêtes de l'ONS de près de 95% micro-entreprises, dont deux tiers opèrent dans l'informel¹⁵. Il n'existe pas de statistiques qui indiquent la part des femmes de ce tissu entrepreneurial. Ce qui empêche d'ailleurs de se prononcer de façon rigoureuse sur l'intensité de la progression de l'entrepreneuriat féminin en Algérie. Certaines sources (MPMEA, ONS, GEM...etc.) déclarent un taux de 14% par rapport aux crédits accordés par les dispositifs d'aide à la création d'entreprises, donc le pourcentage de femmes qui financent leurs entreprises par

¹⁴ - Maruani M, 2000, Travail et emploi des femmes, Paris, La Découverte, p.35.

¹⁵ - Adair P et Bellache Y., 2008, Développement des PME et secteur informel en Algérie, Rapport Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), GTZ-MPMEA, Alger, p13.

leurs propres moyens financiers n'est pas inclus. L'ONS déclare un taux de travail indépendant féminin de 24%, et selon une étude faite par le GEM, on trouve près de 30% de femmes chef d'entreprises¹⁶. Une autre étude faite par l'association des femmes chefs d'entreprises, qui utilise les données de la Banque mondiale affirme qu'il y a uniquement 3% de femmes chef d'entreprises¹⁷. La divergence des statistiques questionne leur fiabilité. Ceci d'autant qu'il existe un grand nombre d'entreprises déclarées administrativement au nom d'une femme, ou géré par une femme, mais en réalité, ces entreprises appartiennent à des hommes, généralement à leurs époux ou à leur proches, dans le but d'avoir une deuxième activité déclaré ou au moins avoir un membre de la famille qui soit assuré.

5. L'entrepreneuriat féminin face à la persistance des préjugés

Malgré tous les dispositifs d'aide à la création d'entreprises, la dernière enquête socioéconomique de l'ONS de 2010, révèle qu'à peine 6% des dirigeants d'entreprises algériennes sont des femmes.

Par ailleurs, avec 75% de femmes diplômées de l'enseignement supérieur et plus de 50% de la formation professionnelle, il est clair que ces dernières sont en moyenne plus diplômées que les hommes. Alors que le diplôme ne constitue pas leur meilleur atout, les femmes ayant envie de créer leur entreprise doivent encore s'armer d'endurance et de persévérance pour pouvoir s'affirmer en tant que dirigeantes, surtout dans des secteurs typiquement masculins. Etre une femme chef d'entreprise en Algérie relève du parcours du combattant.

6. L'emploi informel féminin en Algérie

Le secteur informel en Algérie emploie près de 40% des femmes actives algériennes selon les estimations de l'ONS¹⁸.

Les femmes pourvues d'un emploi informel en Algérie se concentrent principalement dans deux secteurs : plus de 9 femmes sur 10. Il s'agit des **services** qui emploient la moitié de cette catégorie de femmes (51,79%) et **l'industrie artisanale** qui emploie deux femmes sur cinq (40,63%). Les résultats nous conduisent à s'interroger sur les raisons du poids important de l'emploi informel féminin qui atteint un taux élevé de **38,61%**, presque deux femmes occupées sur cinq¹⁹. L'examen détaillé de la composition

¹⁶ - MPMEA, 2004, Actes des assises nationales de la PME, Ministère de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat, direction des systèmes d'information et des statistiques, Alger.

¹⁷ - MPMEA, 2009, Bulletin d'information économique, Ministère de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat., Direction des Systèmes d'Information et des statistiques, Alger.

¹⁸ - El Watan (Supplément économique) du 16/09/2012, p.17.

¹⁹ - Bellache Y., 2010, Op.cit. p.23

de l'emploi informel indique qu'il s'agit en général de catégories de population qui exercent des activités marginales, au sens d'activité d'appoint ou peu rémunératrices.

L'emploi féminin informel non agricole est composé entre autres de :

11,07% de femmes partiellement occupées ou travailleuses à domicile, qui sont contraintes pour des raisons économiques à effectuer des travaux à but lucratif pour accroître le revenu de leur ménage.

23,45% de femmes déclarées initialement au foyer alors qu'elles exercent des travaux d'appoint.

1,13% de femmes qui se sont déclarées spontanément au chômage alors qu'elles exercent, elles aussi, des activités d'appoint.

En somme, **35,65%** des femmes du secteur informel en Algérie exercent des activités d'appoint, certainement pour des raisons économiques. La fabrication de biens de consommation textiles concerne la production (**tissage, confection, bonneterie**) qui est réalisée par les femmes, partiellement occupées ou par les travailleurs à domicile, mais aussi la production réalisée dans un cadre organisé (**atelier**) mais dont l'unité de production échappe à tout contrôle.²⁰

L'un des faits majeurs du monde du travail est incontestablement l'importance qu'occupe le secteur informel dans les économies en développement. Celui-ci représente, selon les pays, 50 à 80 % de l'emploi total non agricole et 20 à 60 % du PIB non agricole²¹. Près de 60% des employés de ce secteur sont des femmes, dont près de 90% sont des marchands ambulants et près de 80% des travailleuses à domicile²². Les formes d'emploi précaire et non salarial telles que le travail indépendant ou à domicile, et l'apprentissage concernent davantage les femmes que les hommes, et celles-ci sont plus susceptibles d'accepter de travailler dans des conditions précaires (sans protection sociale, faible rémunération et durée de travail plus longue) et de participer ainsi au secteur informel. Le développement de ces formes d'emploi en Algérie semble répondre à l'augmentation du taux d'activité des femmes, qui est passé de 8,9% en 1995 à près de 15% de femmes âgées de plus de 15 ans, et qui reste cependant faible par rapport aux autres pays. Il ne s'est pas accompagné d'une amélioration de leur statut sur le marché du travail malgré l'investissement accru dans l'éducation des filles ces dernières années.²³

En outre, l'Algérie est l'un des pays dans lequel très peu de femmes, pour des raisons socioculturelles, cherchent du travail et pour celles qui le font, la recherche d'un

²⁰ - Adair P et Bellache Y., 2008, Op.cit. p.15

²¹ - Charmes, 2009, Op.cit., p.22.

²² - BIT, 2008b, Op.cit., p.23.

²³ - Adair P et Bellache Y., Op. Cit., p. 17.

emploi est un processus long et difficile, ce qui traduit bien le taux de chômage élevé chez les femmes, qui s'élève à 19% en 2010 contre 8% chez les hommes. Le secteur public est le premier employeur de femmes : (50,1%) de fonctionnaires dans le secteur public sont des femmes contre (49,9%) d'hommes²⁴. Cependant, l'offre d'emplois dans ce secteur, comme dans le secteur privé formel, reste très limitée tant pour les femmes que pour les hommes d'où le recours des femmes notamment celles ayant un faible capital humain à l'auto-emploi dans ses différentes variantes (travail à domicile, aide familiale...) qui relève essentiellement du secteur informel. L'emploi indépendant des femmes concerne essentiellement des activités artisanales, de services et de commerce (textile, confection, broderie, production de produits alimentaires, coiffure...etc.) qui ne requièrent ni capital, ni formation professionnelle, ni instruction.

La dynamique du secteur informel résulte essentiellement d'un double flux de main d'œuvre : l'accès direct (sans emploi antérieur) et le transfert en provenance du secteur formel. Cette dynamique est cependant compensée par le transfert d'un flux de main d'œuvre du secteur informel vers le secteur formel. De ce point de vue, des mesures de politique économique visant à inciter à la formalisation d'une partie du secteur informel peuvent plus ou moins enrayer l'extension de ce dernier.

Le secteur informel par définition pose un problème d'évaluation, notamment lorsqu'il s'agit de mesurer le travail des femmes opérant dans des activités informelles (travail occasionnel, indépendant, saisonnier, aide familiaux, pluriactivité, travail à domicile...etc.) d'où le manque de données statistiques sur l'emploi informel féminin en Algérie.²⁵

Conclusion

Au terme de cette étude, nous constatons que les femmes engagées dans l'informel constituent le maillon faible des chaînes de valeurs mondiales. Le travail indépendant féminin, ne doit pas faire illusion car il se confond avec le travail à domicile et autres formes d'emplois précaires caractérisés par une rémunération faible.

Une large partie de ces femmes travailleuses informelles, est issue de foyer à faible revenus n'ayant pas accès à l'éducation et au développement de leurs compétences ce qui réduit considérablement leurs possibilités et choix d'emplois. Ceci explique le taux de chômage constamment élevé chez les femmes plus que les hommes, alors, c'est le secteur informel qui devient le réceptacle privilégié de l'activité pour ces dernières, afin d'avoir un revenu complémentaire à celui du mari ou juste un moyen d'obtenir un revenu de subsistance. C'est pourquoi on les retrouve dans les secteurs les moins visibles de

²⁴ - Bellache Y., 2010, Op. Cit., p.11.

²⁵ - ONS., 2011, Enquête emploi auprès des ménages (2010), Office National des Statistiques, Alger.

l'économie, (artisanat, textile, tissage, broderie, coiffure, préparation de produits alimentaires, soins de personnes, nettoyage...).

Par ailleurs même lorsque ces femmes sont salariées dans l'informel, leur emploi est plus vulnérable et les branches les plus féminisées (tels que les ateliers ou usines de textile ou les salons de coiffure ...etc.) proposent souvent les salaires les plus bas, qui font recours aux fillettes comme apprenties, qui sont rémunérées à la tâche, ou avec des contrats à courte durée sans protection sociale ni droits de travail.

En dépit de cette situation difficile des femmes algériennes sur le marché du travail, il semble que leur situation est meilleure lorsqu'il s'agit des femmes salariées formelles qui travaillent dans le secteur public, elles ont plus de chance de décrocher un emploi dans le secteur public. Mais malheureusement les offres d'emplois dans ce secteur restent très limitées quel que soit le sexe, ce qui fait accentuer le taux de chômage notamment chez les femmes qui est constamment plus élevé que celui des hommes.

Les femmes du secteur informel sont en grande partie non instruites, très peu susceptibles de recevoir une formation professionnelle. Cela est dû à des raisons socio-culturelles, les femmes qui n'ont jamais eu l'occasion de sortir de la maison pour étudier ou autre, ont très peu de chance de faire une formation ou chercher un emploi en dehors de chez elles. Alors l'activité à domicile informelle devient le dernier refuge pour ces femmes.

Références bibliographiques

Adair P et Bellache Y., 2008, Développement des PME et secteur informel en Algérie, Rapport Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), GTZ-MPMEA, Alger.

Association des Femmes Chefs d'Entreprise au Maroc, 2010, guide d'appui au développement de l'entrepreneuriat féminin au Maghreb, étude N°23, pp 67-77.

Bellache Y., 2010, L'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages-le cas de Bejaia, Thèse en cotutelle en sciences économiques, Université Paris Est Créteil et Université de Bejaia.

BIT, 2008a, Femmes, égalité entre les sexes et économie informelle : évaluations des recherches menées par l'OIT et proposition concernant la marche à suivre, Bureau International du Travail. Genève.

BIT, 2008b, Tendances mondiales de l'emploi des femmes, Bureau International du Travail. Genève.

Charmes J., 2009, Concepts, mesures et tendances, in Jutting J.P. et Laiglesia J.R. (eds.), L'emploi informel dans les pays en développement. Une normalité indépassable, Centre de développement de l'OCDE, pp. 29-64.

Kangni K., 2007, Labor market issues and unemployment in Algeria, selected issues, IMF country report, n°07/61.

Kucera D. et Xenogiani T., 2009, les femmes et l'emploi informel : état des connaissances et solutions envisageables, in Jutting J P et Laiglesia J R (eds.), L'emploi informel dans les pays en développement. Une normalité indépassable, Centre de développement de l'OCDE, pp 29-64.

Maruani M, 2000, Travail et emploi des femmes, Paris, La Découverte.

MPMEA, 2004, Actes des assises nationales de la PME, Ministère de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat, direction des systèmes d'information et des statistiques, Alger.

MPMEA, 2009, Bulletin d'information économique, Ministère de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat., Direction des Systèmes d'Information et des statistiques, Alger.

ONS., 2011, Enquête emploi auprès des ménages (2010), Office National des Statistiques, Alger.